

## Jeunes des "quartiers" et police : l'éternel affrontement ?

Marseille, Avril 2016. Des policiers arpentent la cite Bellevue dans le quartier Felix Pyat dans le 3eme arrondissement, un des plus pauvres de la ville. © Clement Mahoudeau / IP3/ MaxPPP



Après l'interpellation brutale de Theo à Aulnay-sous-bois (Seine-Saint-Denis) et alors qu'un policier municipal du même département doit être jugé pour viol, dans une autre affaire d'interpellation, des questions se posent. La violence entre jeunes des banlieues et policiers est-elle une fatalité ? Décryptage en cinq pistes.

### Un phénomène ancien

« La violence entre police et classes populaires marginalisées ne date pas d'hier. En témoignent les chansons qui promettent le pire aux forces de l'ordre, des refrains de 1878 aux groupes de rap, assure Jean-Marc Berlière [coauteur d'Histoire des polices en France, Éd. du Nouveau Monde, NDLR], historien de l'université de Bourgogne. "Vaches", "cognes" : les surnoms donnés jadis aux policiers illustrent ces rapports conflictuels. La police, symbole de l'ordre établi par l'État, constitue l'exutoire idéal des opprimés, exclus ou contestataires. » Or depuis les années 1980, ces derniers sont principalement les jeunes des quartiers sensibles, à l'origine des premières émeutes urbaines. Pour Jacques de Maillard, professeur de science politique à l'université de Versailles Saint-Quentin [coauteur de Sociologie de la police, Éd. Armand Colin, NDLR] « l'image du policier à cran et du jeune harcelé s'est durablement inscrite dans les mentalités ».

### **"Vaches", "cognes" : les surnoms donnés jadis aux policiers illustrent ces rapports conflictuels**

### Le malaise des policiers

« Veut-on laisser agir les trafiquants de drogue en faisant régner l'omerta dans les cités ou bien nous laisser faire notre travail ? » s'interroge Frédéric Lagache, secrétaire général adjoint du syndicat Alliance Police nationale. Il demande une meilleure formation des agents, notamment à l'autodéfense. Il espère aussi des mesures incitatives pour qu'ils restent dans les quartiers sensibles, comme l'octroi de Tickets Restaurant et des locaux et matériels modernes. « Il faut être bien dans sa tête pour appréhender les situations difficiles », se défend-il. De son côté, Jacques de Maillard prône « un recrutement régionalisé » pour que les jeunes agents ne soient pas mutés dans des lieux dont ils ignorent tout.

### **Des « citoyens de seconde zone »**

Si les policiers ressentent un malaise, les jeunes des quartiers difficiles aussi. « Les grands ensembles de banlieue ont favorisé l'apartheid urbain. Dans un tel environnement, les habitants ne peuvent avoir une vision gratifiante d'eux-mêmes », déplore l'architecte Roland Castro. Le tutoiement de certains policiers peut aussi développer ce sentiment de relégation, voire d'humiliation. « Quand les voitures de police débarquent toutes sirènes hurlantes et que les agents interpellent un jeune familièrement, la situation ne peut que dégénérer », a pu constater Amaury Guillem, membre de l'association d'inspiration chrétienne Le Rocher. De 2012 à 2015, il a partagé le quotidien des habitants de la cité Campagne-Levêque, dans les quartiers nord de Marseille (Bouches-du-Rhône). Nombreux sont les jeunes à raconter l'humiliation subie, comme Richard Chéri, 22 ans, lors d'un contrôle d'identité en 2015. Il était 1 heure du matin à Vaulx-en-Velin (Rhône). Le jeune homme, originaire de Guyane, revenait à pied de son travail de barman. « J'ai paniqué », se rappelle-t-il, alors qu'il s'agissait d'une simple vérification.

### **Les grands ensembles de banlieue ont favorisé l'apartheid urbain. Dans un tel environnement, les habitants ne peuvent avoir une vision gratifiante d'eux-mêmes**

« Pour faire la chasse aux sans-papiers, les forces de l'ordre contrôlent en priorité les personnes qui n'ont pas la peau blanche, dénonce le politologue Thomas Guénolé. Ce qui est le cas de 80% des jeunes au sein des quartiers défavorisés. Ce contrôle au faciès, souvent inefficace, confère en outre aux personnes visées le sentiment d'être persécutées. » Selon une enquête du Défenseur des droits, parue en janvier, les jeunes hommes « perçus comme noirs ou arabes » ont vingt fois plus de probabilité d'être contrôlés. Et 20 % ont rapporté s'être fait insulter ou brutaliser. Pour en finir avec cette pratique, François Hollande avait promis la création d'un récépissé du contrôle d'identité. Et elle a été enterrée. À cela s'ajoute enfin des médias prompts à stigmatiser les jeunes de ces quartiers en se concentrant sur les faits divers (trafics, incendies, agressions...) au détriment des initiatives citoyennes.

### **Une police de proximité regrettée**

Des patrouilles piétonnes quadrillant le même quartier tous les jours, et gagnant peu à peu la confiance de la population : c'est le principe de la police de proximité. Sur le modèle de l'îlotage en vigueur de 1850 jusqu'à la fin des années 1960, elle a été relancée en 1998 pour être finalement supprimée en 2003. À l'instar de nombreux experts, l'Association des maires ville et banlieue de France réclame le retour d'une police du même type après avoir constaté ses bénéfices. « L'effet positif de cette police coûteuse en moyens humains n'est visible que sur le long terme ; cela paraît donc incompatible avec le calendrier électoral », regrette l'historien Jean-Marc Berlière. Aujourd'hui, 116 « délégués à la cohésion police population » sont déployés dans les 80 zones de sécurité prioritaire. Réservistes de la police, ils jouent les intermédiaires entre les habitants, les acteurs de terrain et les services publics.

### **Les jeunes découvrent que les policiers sont des pères ou des mères de famille, avec des soucis et, parfois, les mêmes loisirs qu'eux**

### **Restaurer le dialogue**

Pour renouer le dialogue, des associations de médiation sociale telles que Citéo, à Lille (Nord), invitent des représentants des forces de l'ordre dans les collèges. « Les jeunes découvrent que les policiers sont des pères ou des mères de famille, avec des soucis et, parfois, les mêmes loisirs qu'eux », raconte Sabrina Sellier, responsable de l'opération

« Médiateur à l'école ». Dans certains cas aussi, la police peut constituer un repère, comme à Villiers-le-Bel (Val-d'Oise). Marquée par de violentes émeutes en 2007, la ville accueille depuis dix ans un Centre de loisirs jeunes. Il s'agit d'une sorte de centre aéré avec 80 jeunes inscrits à l'année, encadrés par un policier qui leur fait faire du sport, les emmène à l'Assemblée nationale... Une mesure peut être modeste mais qui semble porter ses fruits : depuis, la cité n'a plus connu de graves affrontements.